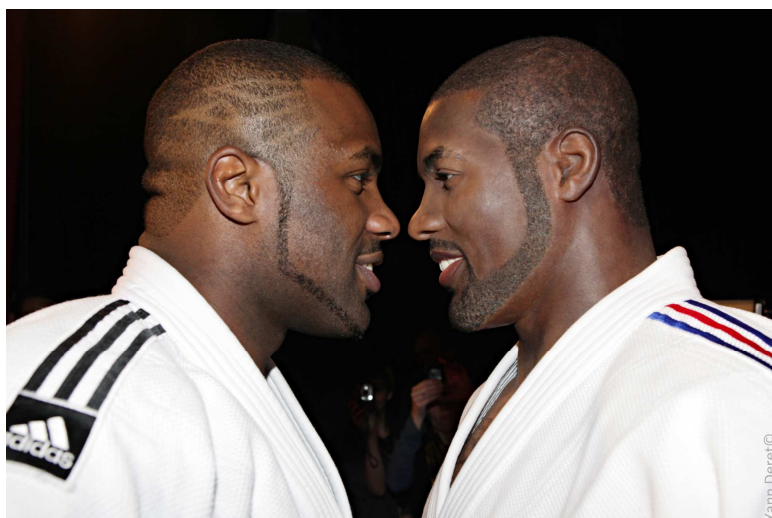




RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
31 mars 2013



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

31 mars 2013

MUSÉE GRÉVIN SA

I -	Attestation de la personne responsable du rapport financier semestriel	3
II -	Rapport semestriel d'activité	4
III -	Comptes semestriels condensés au 31 mars 2013	6
IV -	Rapport du Commissaire aux comptes	20

I – ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1 – Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Patrick LE BOUILL
Administrateur et Directeur général de Musée Grévin SA (ci-après la « Société »)

2 – Attestation

« J’atteste, qu’à ma connaissance, les comptes condensés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu’ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d’activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l’exercice et des principales transactions entre parties liées. »

Fait à Paris, le 31 mai 2013

Patrick LE BOUILL

Administrateur et Directeur général de Musée Grévin SA

II - RAPPORT SEMESTRIEL AU 31 MARS 2013

1/ Description de l'activité au cours du semestre

a- Chiffre d'affaires et résultats de la Société

La fréquentation du 1^{er} semestre 2012/2013 s'élève à 361 640 visiteurs contre 332 579 visiteurs sur la même période de l'exercice précédent, soit une augmentation de près de 9,0 %. Cette hausse est complétée par celle de 4 % de la dépense par visiteur (entrées et boutique) : au total, le chiffre d'affaires de la période ressort ainsi à 6 443 K€ en hausse de 11,4% par rapport à celui du premier semestre 2012 (5 785 K€).

Parallèlement, les charges d'exploitation (y compris les dotations aux provisions d'exploitation mais hors amortissements) nettes des reprises de provisions d'exploitation ont été affectées en particulier par la progression de l'activité, l'effet sur le semestre de recrutements en personnel d'exploitation en 2012 et par la dépréciation de créances impayées par CEGB (Cf. ci-après « événements significatifs du semestre »). Elles ont augmenté au total sur le semestre de 7,4% à 4.1 M€.

Les dotations aux amortissements sont en hausse de 16 K€.

Compte tenu de ces éléments, le résultat d'exploitation à la clôture du premier semestre de l'exercice 2012/2013 s'établit, en forte progression de 0,4 M€ (24,8%), à 1 816 K€ (1 455 K€ au 31 mars 2012).

Le résultat financier du semestre clos au 31 mars 2013 reste stable par rapport à celui de l'exercice précédent à un niveau non significatif. Le résultat exceptionnel est non significatif.

Au total, le résultat net s'établit à 1 265 K€ au 31 mars 2013 en hausse de 31,1% par rapport au 31 mars 2012 (965 K€).

Le résultat net par action au 31 mars 2013 s'établit donc à 2,51 euros.

b- Distribution de dividendes

L'Assemblée générale ordinaire du 1^{er} mars 2013 a décidé de procéder à une distribution de dividendes d'un montant de 2 214 K€.

Le dividende distribué pour chacune des 503 264 actions composant le capital social, s'est établi à 4,40€.

Le coupon a été mis en paiement le 12 mars 2013.

2/ Evénements significatifs du semestre

La performance du Café Grévin, dont l'exploitation est sous-traitée à la société CEGB depuis le 1^{er} février 2011, continue d'être décevante. La société CEGB rencontre toujours des difficultés de paiement, ce qui a conduit Musée Grévin à compléter au 31 mars 2013 la dépréciation des créances CEGB déjà constatée au 30 septembre 2012.

Dans le cadre du placement en redressement judiciaire de cette société, la période d'observation ouverte le 10 mai 2012 a été renouvelée à ce jour à 3 reprises, les 10 septembre 2012, 10 janvier 2013 et 16 mai 2013, jusqu'au 10 novembre 2013.

La Société a par ailleurs été assignée par CEGB devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation de « *l'abus de dépendance économique* » et de « *manquements contractuels commis* » par la Société. Cette assignation ne peut être dissociée des difficultés financières et du placement en redressement judiciaire de CEGB. La Société, avec l'appui de ses conseils, considère que la demande n'est pas fondée et qu'elle dispose de solides éléments pour se défendre.

Les personnages suivants sont entrés au Musée Grévin au cours du semestre écoulé :

- la chanteuse Nolwenn Leroy,
- l'acteur Omar Sy,
- et le sportif champion olympique Teddy Riner.

3/ Perspectives pour l'exercice 2012/2013

Musée Grévin Paris connaît sa première déclinaison à l'international avec l'ouverture de Grévin Montréal le 19 avril 2013. La société exploitant Grévin Montréal est une filiale à 100% de Compagnie des Alpes, société consolidante de Musée Grévin.

En ce qui concerne l'activité d'exploitation du site de Musée Grévin Paris, les préventes à date de billets sont orientées positivement ; elles sont en légère progression par rapport à l'exercice précédent.

Les inaugurations et entrées de personnages prévues sur le 2^{ème} semestre 2012/2013 sont l'humoriste Anne Roumanoff et la chanteuse américaine Lady Gaga.

III – COMPTES SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 31 MARS 2013

BILAN ACTIF				
Rubriques	Montant brut	Amortissements	31/03/2013	30/09/2012
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets,droits similaires	63 998	45 011	18 987	28 489
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 870 363	40 394	1 829 969	1 842 676
Avances,acomptes immob. Incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	10 640 766	6 206 256	4 434 509	4 660 396
Installations techniq., matériel, outillage	5 530 882	4 152 662	1 378 221	1 400 337
Autres immobilisations corporelles	2 503 916	2 211 181	292 736	288 447
Immobilisations en cours	78 574		78 574	123 775
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	299 797		299 797	299 454
TOTAL II	20 988 297	12 655 503	8 332 794	8 643 574
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnement				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	173 200	16 821	156 379	147 496
Avances,acomptes versés/commandes	185 741		185 741	56 480
CREANCES				
Créances clients & cptes rattachés	892 647	279 543	613 103	548 494
Autres créances	341 235		341 235	185 750
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dt actions propres)				
Disponibilités	911 135		911 135	1 773 918
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	121 555		121 555	41 591
TOTAL III	2 625 512	296 364	2 329 148	2 753 730
TOTAL GENERAL (I à III)	23 613 809	12 951 868	10 661 941	11 397 304

BILAN PASSIF

Rubriques	31/03/2013	30/09/2012
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel	4 603 326	4 603 326
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	460 333	460 333
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves (dont achat d'œuvres orig.)		
Report à nouveau	1 094 185	1 088 056
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 265 443	2 220 491
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
TOTAL I	7 423 287	8 372 206
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL II		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	155 000	155 000
Provisions pour charges	60 000	40 000
TOTAL III	215 000	195 000
DETTES (4)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	1 188	915
Emprunts, dettes fin. divers (dont emp. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	949 220	861 086
Dettes fiscales et sociales	484 943	587 915
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	70 848	135 769
Autres dettes	75 890	83 586
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	1 441 564	1 160 828
TOTAL IV	3 023 654	2 830 098
Ecart de conversion passif	V	
TOTAL GENERAL (I à V)	10 661 941	11 397 304

COMPTE DE RÉSULTAT

	31/03/2013	31/03/2012	30/09/2012
Ventes de marchandises	288 812	223 998	513 512
Production - biens vendue - services	6 154 605	5 560 544	12 214 398
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	6 443 418	5 784 542	12 727 910
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	125 025	134 147	262 022
Autres produits	2 672	5 988	6 267
PRODUITS D'EXPLOITATION I	6 571 115	5 924 677	12 996 199
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	171 147	112 723	278 975
Variation de stock (marchandises)			
Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane)	776	128	467
Variations de stock (matières premières et approvisionnements)	-14 490	268	15 353
Autres achats et charges externes	2 797 765	2 558 009	5 348 626
Impôts, taxes et versements assimilés	109 478	137 879	238 498
Salaires et traitements	726 427	720 387	1 266 672
Charges sociales	321 021	284 875	597 502
DOTATIONS D'EXPLOITATION			
Sur immobilisations :	524 060	508 431	1 032 326
Sur actif circulant : dotations aux provisions	76 842		219 522
Pour risques et charges : dotations aux provisions	20 000	130 250	70 250
Autres charges	21 966	17 009	42 413
CHARGES D'EXPLOITATION II	4 754 992	4 469 959	9 110 603
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 816 123	1 454 718	3 885 596
OPERATIONS EN COMMUN			
Bénéfice attribué ou perte transférée III			
Perte supportée ou bénéfice transféré IV			
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers de participations			
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)			
Autres intérêts et produits assimilés	789	4 899	3 376
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change	3	33	138
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
PRODUITS FINANCIERS V	792	4 932	3 515
Dotations financières aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilées	122	1 542	2 785
Différences négatives de change	111	1 395	1 654
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
CHARGES FINANCIÈRES VI	233	2 937	4 439
2. RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)	559	1 996	-924
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	1 816 682	1 456 714	3 884 672

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)

	31/03/2013	31/03/2012	30/09/2012
Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges	2 000		
PRODUITS EXCEPTIONNELS VII	2 000	0	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	2 037		63 453 155 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES VIII	2 037	0	218 453
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-37	0	(218 453)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices	551 202	491 250	221 382 1 224 346
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	6 573 906	5 929 610	12 999 713
TOTAL DES CHARGES (II + IV +VI +VIII + IX + X)	5 308 463	4 964 146	10 779 223
5. BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	1 265 443	965 464	2 220 491

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	31 mars 2013 6 mois	30 septembre 2012 12 mois
Résultat net	1 265	2 220
Dotations et reprises sur amortissements et provisions	544	1 110
Autres produits et charges calculés	6	220
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	1 815	3 550
Coût de l'endettement net	-1	-1
Charge d'impôt	563	1 224
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	2 377	4 773
Variation nette des stocks, créances et dettes (hors immobilisations incorporelles / corporelles et impôt)	-215	168
Impôt versé	-647	-970
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE (1)	1 515	3 971
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS (2)	-225	-611
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX FINANCEMENTS (3)	-2 223	-2 364
VARIATION DE TRESORERIE TOTALE (4) = (1)+(2)+(3)	-933	996
TRESORERIE D'OUVERTURE (5)	1 773	777
TRESORERIE DE CLOTURE (4)+(5)	840	1 773

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONDENSÉS

Sommaire

I.	FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE	12
II.	RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	12
III.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	13
IV.	RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES DIRIGEANTS	13
V.	ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN	13
VI.	ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ ET AMORTISSEMENTS	15
VII.	ÉTAT DES PROVISIONS	17
VIII.	VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES	18
IX.	VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	18
X.	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	18
XI.	ÉLÉMENTS CONCERNANTS LES ENTREPRISES LIÉES	19

I. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

Les états financiers au 31 mars 2013 présentent les comptes semestriels de la période du 1^{er} octobre 2012 au 31 mars 2013 ainsi qu'un comparatif 2012 pour la période s'étalant du 1^{er} octobre 2011 au 31 mars 2012.

Activité de la société Musée Grévin : le nombre de visiteurs pour la période du 1^{er} octobre 2012 au 31 mars 2013 s'est élevé à 361 640 visiteurs contre 332 579 visiteurs pour le premier semestre de l'exercice précédent. Le résultat net s'établit à 1 265 K€ au 31 mars 2013 en hausse de 31,1% par rapport au 31 mars 2012 (965 K€).

II. RÉGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels ont été établis conformément au PCG 1999 et aux principes généralement admis.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives.

Pour assurer la comparabilité des exercices, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent Rapport Financier :

- le compte de résultat figurant aux pages 27 et 28 du Rapport Financier Annuel 2012 déposé auprès de l'AMF en date du 30/01/2013 sous le numéro 028581_20130130 ;
- le tableau de variation des capitaux propres sur la période du 1/10/11 au 30/09/12 figurant à la page 33 du Rapport Financier Annuel 2011 déposé auprès de l'AMF en date du 30/01/2013 sous le numéro 028581_20130130

1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement au droit au bail des locaux situés au 8 boulevard Montmartre.

2 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations ont été comptabilisées pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. L'actif immobilisé est constitué exclusivement par les investissements liés à l'exploitation.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

- Constructions	30 ans
- Constructions, installations, agencements	10 à 15 ans
- Installations techniques et matériels	5 à 10 ans
- Matériel de bureau, informatique	5 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles	5 à 10 ans

3 – PARTICIPATIONS ET COMPTES RATTACHÉS

La Société ne détient pas de participation.

4 – STOCKS

Les stocks sont valorisés à leur coût d'achat selon la méthode du coût moyen pondéré. Une dépréciation est calculée uniquement lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable en tenant compte des perspectives de vente.

5 - CRÉANCES

Elles sont valorisées à leur valeur nominale et sont dépréciées uniquement lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

6 - PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

La Société commercialise de la billetterie en prévente.
Les billets pré-vendus, en cours de validité et non consommés sur le semestre ou l'exercice sont comptabilisés en Produits Constatés d'Avance.

III. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1- Identité de la société consolidante

La Société est consolidée par intégration globale dans les comptes de la société Compagnie des Alpes SA (CDA) dont le siège social est à Boulogne-Billancourt.

2- Intégration fiscale

Elle est également intégrée fiscalement par la société CDA depuis le 1^{er} janvier 2003. La Société se trouve dans une situation identique à celle qui aurait été la sienne si elle était restée imposée séparément.

3- Litiges

La Société a par ailleurs été assignée par CEGB (auprès de qui elle sous-traite l'exploitation du Café Grévin et de l'activité événementielle) devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation de « *l'abus de dépendance économique* » et de « *manquements contractuels commis* » par la Société, à hauteur d'un montant non démontré de 1,3 M€. Cette assignation ne peut être dissociée des difficultés financières et du placement en redressement judiciaire de CEGB. La Société, avec l'appui de ses conseils, considère que la demande n'est pas fondée et qu'elle dispose de solides éléments pour se défendre.

IV. RÉMUNÉRATION DES ORGANES DIRIGEANTS

Aucune rémunération n'est versée par la Société aux dirigeants sociaux (en ce compris les administrateurs) au titre de leur mandat social au sein de Musée Grévin.

V. ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

1 – Engagements donnés

Caution dans le cadre de l'habilitation Tourisme pour un montant de 10 K€.

2 – Engagements en matière de retraite

Les indemnités de départ en retraite ne sont pas provisionnées dans les comptes sociaux.

La méthode de calcul du groupe Compagnie des Alpes prenant en compte la moyenne d'âge des salariés, leur ancienneté, le turn-over, l'âge de départ à la retraite (62 ans) ainsi que les tables de mortalité aurait donné un engagement de retraite chargé d'un montant de 46 K€ au 31 mars 2013.

3 – Engagements reçus

Ligne de crédit court terme reçue et non utilisée au 31 mars 2013 : 600 K€

IMMOBILISATIONS

en milliers d'euros		Valeurs brutes des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	
			par réévaluation au cours de l'exercice	acquisitions
Frais établissement et de développpt	TOTAL I			
Autres postes immob. incorporelles	TOTAL II	1 933		1
Terrains				
- sur sol propre		2 805		
Construction - sur sol d'autrui		1 127		
- install.générales		6 637		72
Install.techn.,mat.,outillage indust.		5 392		148
- installations générales, agencmts, aménag.		1 895		
Autres immol - matériel de transport		21		
corporelles - matériel de bureau et informatique, mobili		550		38
- emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		124		25
Avances et acomptes				
	TOTAL III	18 551		284
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		299		1
	TOTAL IV	299		1
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	20 783		285

CADRE B - IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeurs brutes des immobilisations à la fin de l'exercice	réévaluation légale valeur d'origine immob fin d'exercice
		par virement de poste à poste	par cession, mise HS, mise en équivalence		
Frais établissement et développpt	IN				
Autres postes immo.incorporelles	IO			1 934	
Terrains	IP				
- sur sol propre	IQ			2 805	
Construction - sur sol d'autrui	IR			1 127	
- install.général., agenc	IS		1	6 708	
Install.techn.,matériel,outillage indust	IT		9	5 531	
- install.général., agenc	IU			1 895	
Autres immol - matériel de transport	IV			21	
corporelles - mat.bureau, inf., mo	IW			588	
- emballages récupér.	IX				
Immobilis. corporelles en cours	MY		70	79	
Avances et acomptes	NC				
	TOTAL III		80	20 688	
Participations par mise en équivalence	IZ				
Autres participations	IO				
Autres titres immobilisés	I1				
Prêts et autres immobilis. financière	I2			300	
	TOTAL IV			300	
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		80	20 988	

AMORTISSEMENTS

en milliers d'euros	Amortissements début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Amortissements fin d'exercice
Frais établist, développement I				
Autres immob.incorporelles II	62	24		86
Terrains				
- s/sol propre	1 031	50		1 081
Constructions - s/sol autrui	942	33		975
- inst.général.	3 935	214		4 149
Install.techn., mat.,outillage	3 992	169	8	4 153
- inst.agencts	1 792	12		1 804
Aut. immob. - mat.transport	21			21
corporelles - mat.bureau	365	22		387
- embal.réc.div.				
TOTAL III	12 078	500	8	12 570
TOTAL (I à III)	12 140	524	8	12 656

PROVISIONS

	Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations	DIMINUTIONS Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Prov. gisements miniers, pétroliers Prov. pour investissement Prov. pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majoration except. 30% Implant. étrang. avant 01/01/92 Implant. étrang. après 01/01/92 Prov. pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Prov. pour litiges Prov. pour garanties clients Prov. pertes marchés à terme Prov. pour amendes et pénalités Prov. pour pertes de change Prov. pensions, obligations simil. Prov. pour impôts Prov. pour renouvellement immo. Prov. pour gros entretien et rev. Prov. charges s/congés à payer Autres prov. risques et charges	195	20		215
TOTAL II	195	20		215
Prov. immobilisat. incorporelles Prov. immobilisat. corporelles Prov. titres mis en équivalence Prov. titres de participation Prov. autres immo. financières Prov. stocks et en cours Prov. comptes clients Autres prov. pour dépréciation	11 208	6 71		17 279
TOTAL III	219	77		296
TOTAL GENERAL (I + II + III)	414	97		511

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

en milliers d'euros	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	TOTAL 31/03/13 (6mois)	TOTAL 31/03/12 (6mois)	Variation en %
Entrées	5 722		5 722	5 081	12,6%
Ventes boutique	287		287	223	28,7%
Événementiel et autres	434		434	481	-9,8%
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	6 443		6 443	5 785	11,4%

RÉPARTITION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

en milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	1 817	-551	1 265
Résultat exceptionnel			
RÉSULTAT COMPTABLE	1 817	-551	1 265

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital social	Réserve légale	Report à nouveau	Résultat	Capitaux propres
Capitaux propres au 30 septembre 2011	4 603	460	1 084	2 370	8 517
Affectation du résultat 2010/2011			4	-2 370	-2 365
Résultat au 30 septembre 2012				2 220	2 220
Capitaux propres au 30 septembre 2012	4 603	460	1 088	2 220	8 372
Affectation du résultat 2011/2012			6	-2 220	-2 214
Résultat au 31 mars 2013				1 265	1 265
Capitaux propres au 31 mars 2013	4 603	460	1 094	1 265	7 423

L'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2012, approuvé par l'Assemblée générale du 1^{er} mars 2013, a donné lieu au versement d'un dividende de 2 214 k€ mis en paiement le 12 mars 2013.

ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISÉ			
ACTIF CIRCULANT			
Clients et comptes rattachés	3 410		
C/C Compagnie des Alpes	60 960		
Produits constatés d'avance			
Dettes fournisseurs - factures à recevoir			
Disponibilités	428 920		
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	92 357		
Dettes fournisseurs - factures non parvenues			

Aucune transaction significative avec les parties liées à des conditions autres que celles du marché n'est à mentionner au titre des Règlements 2010-02 et 2010-03 du 2 septembre 2010 de l'Autorité des Normes Comptables

IV – RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

MUSÉE GRÉVIN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE 2013**

(Période du 1^{er} octobre 2012 au 31 mars 2013)

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société MUSEE GREVIN, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2012 au 31 mars 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Fait à Courbevoie, le 24 mai 2013

Le commissaire aux comptes

M A Z A R S

GUILLAUME POTEL
